

MAIRIE DE



TOULOUSE

www.toulouse.fr

**APPEL A PROJETS
6ème TRIPORTEUR
MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC POUR UNE
ACTIVITÉ COMMERCIALE
RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

I Objet de l'appel à projets

Un emplacement sur le Domaine Public de la Mairie de Toulouse est à pourvoir pour faire de la vente ambulante à l'aide de triporteur.

La Mairie de Toulouse a adopté un arrêté datant du 20 septembre 2017 complété par ceux du 01 février 2018, du 05 juin 2018, du 21 septembre 2018, du 29 mars 2019, du 11 octobre 2019, du 26 juin 2020 et du 07 octobre 2020 interdisant la vente ambulante sur le secteur du centre-ville délimité par le périmètre des boulevards (voies incluses) : Boulevard Lascrosses, Boulevard d'Arcole, Boulevard de Strasbourg, Boulevard Lazare Carnot, Allées Forain François Verdier, Boulingrin, Allées Jules Guesde, Allées Paul Feuga, Pont Saint-Michel, Place du Fer à Cheval, Allées Charles de Fitte, pont des Catalans, Avenue Paul Séjourné, à l'exception de 5 ambulants qui ont eu une autorisation d'occupation du domaine public depuis janvier 2019.

Ces arrêtés comprennent aussi la Place du Carré de la Maourine, la rue Louise Weiss, la rue André Etcheverlepo (portion comprise entre la rue Antoine Pastré et la rue Louise Weiss), la rue Antoine Pastré, le Boulevard André Netwiller (portion comprise entre l'avenue Bourges-Maunoury et la rue Antoine Pastré), l'avenue Maurice Bourges-Maunoury (portion comprise entre la rue Louise Weiss et le Boulevard André Netwiller), la Place Augustin Lafourcade, la Place Jean Diebold, la Place Roguet, ainsi que le secteur autour de la place André ABBAL, délimité par le périmètre constitué des voies suivantes (voies incluses) : la place André ABBAL, l'allée Simone SEGOUIN, l'impasse de l'Abbé SALVAT, l'avenue Winston CHURCHILL (portion comprise entre l'impasse de l'Abbé Salvat et la rue Germaine Peyroles), la rue Germaine PEYROLES, le Cheminement Christophe GLUCK, l'avenue Winston CHURCHILL (portion comprise entre le cheminement Christophe Gluck et la place André ABBAL), le secteur aux abords de la Place de Milan et de l'impasse de Londres, délimité par le périmètre constitué des voies suivantes (voies incluses) : au nord par la rue Jacques Babinet, l'impasse de Belgrade, la Place de Milan et la rue de Londres – à l'est par la Place de Milan et la rue Régence – au sud par la rue Auguste Guénod – à l'ouest par l'avenue de la Reynerie, les secteurs Bayard, Belfort, Jaurès, Marengo, Matabiau, délimité par le périmètre constitué des voies suivantes (voies incluses) : rue de Bayard, Boulevard de Strasbourg (portion comprise entre la

rue de Bayard et les allées Jean Jaurès), Allées Jean Jaurès, pont Riquet, Boulevard de Marengo, Boulevard Pierre Sémard (portion comprise entre le pont Riquet et l'avenue de Lyon), pont du 19 mars 1962, Boulevard de Bonrepos (portion comprise entre le pont du 19 mars 1962 et la rue de Bayard).

Néanmoins, connaissant le potentiel commercial du centre-ville, la Mairie de Toulouse souhaite que s'installe une offre commerciale de triporteur, complémentaire à celle déjà existante dans son environnement immédiat.

Aussi l'appel à projets a pour objet de mettre à disposition à une tierce personne, via une convention d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels, un espace pré-défini à l'intersection de la rue Alsace-Lorraine et de la rue de Rémusat, devant le magasin Primark.

Le preneur exploitera librement son activité, sur une période comprise entre le 1^{er} mars 2021 et le 31 décembre 2022.

II Présentation du site de l'emplacement

1) Description de l'emplacement

A l'intersection de la rue Alsace-Lorraine et de la rue de Rémusat, devant le magasin Primark (emplacement 6, conformément au plan de situation ci-joint) pour une occupation débutant le 1^{er} mars 2021.

2) Candidature pour l'emplacement

Il est précisé que pour cet emplacement proposé, les offres devront respecter la complémentarité avec les activités commerciales sédentaires voisines existantes ainsi que les triporteurs déjà autorisés.

III Cahier des charges administratives

1) Convention d'occupation temporaire du domaine public communal

L'occupation de l'espace mis à disposition sera formalisée par une convention d'occupation temporaire du domaine public, non constitutive de droits réels, non renouvelable, pour une durée proposée par le candidat, sans excéder 22 mois, compte tenu des investissements nécessaires à l'exploitation commerciale.

Elle sera consentie à titre personnel et ne pourra faire l'objet d'une cession ou d'une sous-location par le commerçant.

Cette convention est soumise à la réglementation relative à l'occupation du domaine public (notamment articles L.2121-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, (CG3P), et sera donc précaire et révocable.

2) État des lieux

L'espace public mis à disposition du porteur de projet est considéré comme étant en parfait état. A charge pour l'exploitant de signaler, dès son installation, tout dysfonctionnement à la Direction des Marchés et Occupations du Domaine Public, à l'état de son emplacement.

A l'issue de chaque période d'exploitation, le commerçant devra remettre les lieux dans leur état initial, sauf accord exprès de la Mairie de Toulouse.

3) Assurances

Le commerçant devra souscrire toutes les assurances garantissant les risques de dommages aux biens et sa responsabilité civile, ainsi qu'une assurance professionnelle.

4) Démarches administratives

Le commerçant devra effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à l'exploitation de son activité commerciale : licence de débit de boissons (licence IV exclue), attestation de stage en hygiène alimentaire de moins de 5 ans, KBIS, (cf. V ci-dessous)

Le commerçant devra respecter la réglementation liée à l'activité exercée.

5) Résiliation de la convention

La convention d'occupation du domaine public sera résiliée en cas de non respect d'une clause contractuelle ou pour motif d'intérêt général.

En cas de non respect du projet d'occupation du candidat retenu, ou de tout manquement au contrat, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours, la Mairie de Toulouse se réserve le droit de prendre les mesures nécessaires afin de récupérer le site.

6) Sécurité du public

En cas d'évacuation du public, de danger imminent, et/ou d'événement exceptionnel, l'accès à l'emplacement pourra être interdit, et cela ne donnera lieu à aucune indemnité ni réparation.

7) Redevance

La redevance est composée d'une part fixe, dont le montant est établi sur la base des tarifs prévus dans le recueil des tarifs votés en Conseil Municipal, payable d'avance, conformément à l'article L.2125.4 du CG3P, et d'une part variable calculée sur le chiffre d'affaires annuel proposé par le candidat.

8) Charges de fonctionnement

Le commerçant prendra à sa charge exclusive tous les frais liés à son activité.

IV Cahier des charges techniques

1) Hygiène et sécurité :

Le candidat retenu s'engage à :

- maintenir, à ses frais, les emplacements occupés, en bon état. Procéder au nettoyage, à l'entretien courant de tout son équipement, et à l'évacuation des déchets (huiles, eaux usées, ordures ménagères, emballages, cartons) dans les lieux prévus à cet effet ;
- assurer la maintenance technique de ses équipements ;

Le candidat devra exercer son activité dans le respect de la Réglementation Européenne en vigueur qui définit les règles d'hygiène à respecter quant à la préparation, le transport, le stockage et la distribution de denrées alimentaires. Il est tenu de pouvoir travailler en toute autonomie.

L'emplacement ne devra pas être souillé par quelque produit que ce soit et l'emplacement ainsi que ses abords devront conserver un état de propreté irréprochable.

La vente de boissons alcoolisées ainsi que l'usage de bouteilles et récipients en verre sont interdits sur le domaine public.

Une bouteille de gaz sera tolérée sur le site de vente à condition qu'elle soit tenue hors de portée du public et que la validité du tuyau de raccordement du gaz ainsi que l'état du détendeur soient conformes aux normes en vigueur.

Les appareils de cuisson devront être inaccessibles au public.

Aucune extension commerciale extérieure au triporteur ne sera tolérée.

L'exploitant est tenu d'être équipé d'une couverture et d'un extincteur type CO2 pour pouvoir lutter immédiatement contre un éventuel départ de feu.

En cas de perte, de dégradation ou de vol, la responsabilité de la Mairie de Toulouse ne pourra être engagée.

2) Nuisances sonores :

Le porteur de projet devra obligatoirement veiller à respecter la réglementation sur les émissions sonores sur le domaine public, cela afin d'éviter toute gêne pour l'environnement.

3) Sobriété énergétique :

Le porteur de projet veillera à prendre des mesures relatives à la sobriété énergétique de son activité, notamment en terme d'éclairage.

4) Labels :

Le porteur de projet devra préciser de manière systématique sur l'ensemble des installations (véhicule, aménagement intérieur, produits d'entretien, dispositifs d'éclairage, etc.) les références à des labels environnementaux.

V Proposition des candidats

Il est demandé aux candidats :

- une lettre de candidature exposant notamment l'intérêt porté à cette opération et les éléments qui qualifient le candidat pour la réaliser ;
- les références professionnelles ;
- le mémoire technique (la présentation détaillée du projet d'occupation) comprenant :
 - le concept (ex : les menus, les visuels...) ;
 - les fiches détaillant la ou les idées novatrices proposées,
 - les photos ou des visuels du triporteur et de son aménagement ;
 - les descriptions composant les équipements (le triporteur) ;
 - les engagements dans le cadre de la charte événement et écoresponsable, les actions mises en œuvre et les médias de valorisation. Le porteur de projet veillera, pour les parties lui incombant, systématiquement à employer les dispositifs d'éclairage les plus sobres en énergie (ampoules à économie d'énergie, etc.);

- Le porteur de projet devra préciser de manière systématique sur l'ensemble des installations (véhicule, aménagement intérieur, produits d'entretien, dispositifs d'éclairage, etc.) les références à des labels environnementaux,
 - l'application de la charte du développement durable est conseillée, les engagements pris devront apparaître dans la présentation du projet ;
 - les recettes attendues compte-tenu des potentialités du site;
 - les modalités de fonctionnement, les investissements, le tableau prévisionnel d'amortissement, etc. ;
- les pièces administratives suivantes : extrait Kbis, attestations sociales et fiscales, attestation judiciaire, copie du jugement en cas de redressement judiciaire, attestations d'assurance et toutes autres pièces nécessaires à l'appréciation du porteur de projet par la Mairie de Toulouse ;
- un compte prévisionnel d'exploitation ;

Le porteur de projet devra présenter un dossier permettant de garantir le respect des normes et réglementation d'hygiène, les produits et articles proposés, la provenance des matières premières (certificat fournisseur).

Les candidats sont libres de proposer la durée de la convention jugée optimale dans une limite de 22 mois, propre notamment à amortir les investissements consentis pour l'exploitation du bien, et ce, conformément à l'ordonnance du 19 avril 2017 et sa mise en application au 1^{er} juillet 2017.

Les candidats doivent également proposer le pourcentage de la part variable du chiffre d'affaires annuel reversé à la Mairie de Toulouse.

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement solidaire ou conjoint, en cas de groupement conjoint, un mandataire sera désigné.

Aucun candidat ne pourra participer à plusieurs groupements faisant acte de candidature à la présente consultation. La composition du groupement ne pourra en aucun cas être modifiée entre la date de remise du dossier et la signature de la convention, sauf si cette modification vise à ajouter un ou plusieurs membres au groupement. Dans ce cas, l'accord de la Mairie de Toulouse devra être obtenu par écrit, préalablement.

VI Déroulement de la procédure

Le dossier de consultation est téléchargeable par voie électronique sur le site de la Mairie de Toulouse à compter du 11 janvier 2021.

Dépôt des dossiers

Les plis fermés porteront la mention suivante :

« Appel à projet – 6ème Triporteur »

Les plis devront parvenir, **au plus tard le vendredi 5 février à midi** :

- soit par courrier recommandé avec avis de réception,
- soit par remise directe contre récépissé,
- ou par tout moyen équivalent permettant de déterminer date et heure certaines.

à l'adresse suivante :

Mairie de Toulouse

Direction des Marchés et Occupations du Domaine Public
1 rue Delpech - 7ème étage - 31 000 Toulouse

Horaires d'ouverture des services :
De 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 du lundi au jeudi
De 9h00 à 12h00 le vendredi
Fermeture samedi et dimanche et jours fériés

Les plis seront acheminés sous la seule responsabilité des candidats et à leurs frais. La Mairie de Toulouse ne peut être tenue responsable du dépassement par les candidats du délai de remise des plis.

Les offres des candidats seront produites en deux exemplaires en version papier, dont une non reliée, et seront transmises sous pli fermé. Les offres devront également être envoyées au format numérique.

Analyse des candidatures

La fourniture de la totalité des pièces administratives est un corollaire indispensable à l'analyse du dossier, leur absence pourra entraîner l'éviction du candidat.

La sélection et la présentation des offres se fera devant la Commission permanente d'attribution des locaux et emplacements municipaux à vocation commerciale.

La Commission se réunira pour sélectionner, parmi les dossiers reçus pour cet emplacement, un seul candidat, qui pourra éventuellement être invité à présenter son projet devant la Commission.

A l'occasion de cette présentation, la Commission engage librement toute discussion utile avec ce candidat.

VII Critères de jugement des offres

Critères	Pondération
Solidité financière et capacités professionnelles et/ou techniques du preneur	20 %
Valeur technique dont l'originalité du concept et qualité de l'offre de service	50 %
Pertinence de la part variable de la redevance sur le chiffre d'affaires annuel	30 %

VIII Conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public communal non constitutive de droits réels

Le site appartient au domaine public communal. A ce titre, à l'issue de la consultation, les représentants de la Mairie de Toulouse engagent une négociation avec le candidat retenu, selon des

modalités librement définies par la Mairie de Toulouse et tenant compte des contraintes des articles III et IV, sur les clauses d'une convention d'occupation temporaire du domaine public communal non constitutive de droits réels. Ce dernier apportera en particulier la garantie que l'activité sera conforme au présent appel à projet et au projet initial du candidat retenu.

A l'issue de la négociation, la Commission proposera le lauréat ainsi qu'un projet de convention à Monsieur le Maire de Toulouse, pour décision.

Les frais d'étude, d'établissement, de projets, et, plus généralement, toutes les dépenses engagées par les candidats au titre de la présente consultation demeureront à la charge exclusive des candidats, quelle que soit la suite qui aura été donnée à leur proposition.

IX Renseignements complémentaires

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires devront formuler leurs demandes, en langue française, par courriel, à l'adresse suivante :

accueilmodp@mairie-toulouse.fr

Il ne sera répondu qu'aux seules questions qui seront parvenues, au plus tard, huit jours francs avant la date limite de remise des offres (date de réception de la demande faisant foi).

Aucune suite ne sera donnée aux demandes de renseignements des candidats formulées par téléphone.

X Modifications et compléments

La Mairie de Toulouse se réserve la possibilité, au plus tard dix jours francs avant la date limite fixée pour la réception des plis, d'apporter des modifications ou compléments au dossier de consultation et de formuler des recommandations spécifiques aux candidats, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et des règles de concurrence.

Les candidats seraient alors tenus de remettre leurs offres en intégrant l'ensemble des compléments d'information que la Mairie de Toulouse leur aura délivré.

En cas de nécessité, le report de la date limite fixée pour la réception des plis pourra être prononcé par la Mairie de Toulouse au plus tard six jours avant la date précédemment fixée.

XI Abandon de l'appel à projets

La Mairie de Toulouse informe les candidats qu'elle se réserve le droit de mettre fin à l'appel à projets, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général.

Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée aux candidats.

XII Contenu du dossier de consultation

- présent règlement de la consultation
- plans du site